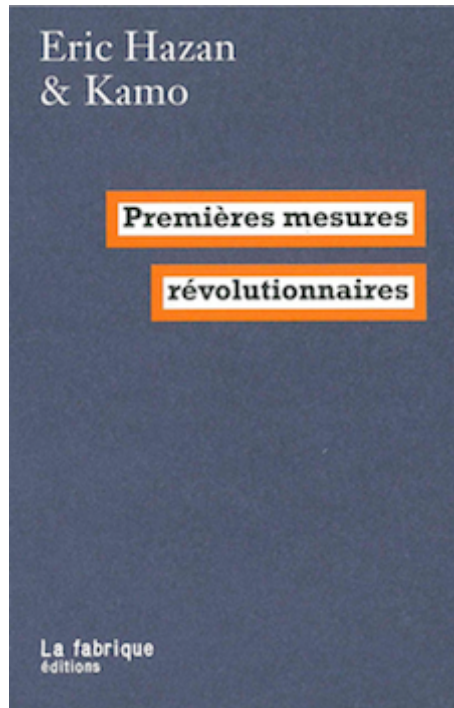


A propos de Kamo et Eric Hazan, *Premières mesures révolutionnaires*, La Fabrique, septembre 2013, 116 pages.



Il est des livres qui prétendent ou promettent beaucoup, leur titre laissant espérer des réponses aux questions les plus brûlantes que nous impose l'époque, et dont on ressort perplexe, tant les appels vigoureux et légitimes à ne pas se satisfaire du monde tel qu'il va, à ne pas y prendre docilement la place qui paraît nous revenir, cohabitent avec les arguments les plus pauvres et les pistes d'action les moins mobilisatrices. *Premières mesures révolutionnaires*, coécrit par Kamo<sup>1</sup> et Éric Hazan est de ces livres.

Car au-delà d'exclamations avec lesquelles on ne saurait qu'être d'accord (« *on a raison de se révolter* »), mais vaines et abstraites si elles ne s'accompagnent pas d'une analyse concrète et de propositions pratiques à la mesure des défis contemporains, voilà un ouvrage qui ne permet en rien de sortir de la torpeur intellectuelle et de la sidération politique dans laquelle se trouvent embourbés la gauche radicale et les mouvements sociaux. En effet, les problèmes tactiques et stratégiques auxquels sont confronté-e-s celles et ceux qui – ici et maintenant – prennent parti et luttent pour changer le monde, ne sont qu'effleurés, quand ils ne sont pas implicitement passés sous silence ou explicitement éconduits avec la plus grande désinvolture.

S'il en est ainsi, c'est que le refus de se contenter de réponses prémâchées à la « *question révolutionnaire* » – que les auteurs se proposent de rouvrir (p. 8) –, volonté qui fait la force et la vitalité de cet ouvrage court, est aussi à l'origine de sa principale faiblesse. À ne pas prendre au sérieux les débats stratégiques du 20ème siècle<sup>2</sup>, ouverts pour l'essentiel par la Révolution russe mais prolongés à travers les grèves ouvrières insurrectionnelles de l'après-1918 (Allemagne, Italie, Hongrie, etc.), les guerres de libération nationale (Chine, Cuba, Algérie, Vietnam, etc.), et les soulèvements anti-bureaucratiques dans les pays du bloc soviétique (Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne), on risque en effet de rejouer sans le savoir une partition ancienne et, à tout le moins, de ne guère apprendre des impasses stratégiques dans lesquelles ont pu s'enfermer les mouvements révolutionnaires au cours du dernier siècle.

Cela d'autant plus que ces défaites et erreurs passées, ne serait-ce que la sous-estimation

des dangers – dégénérescence bureaucratique ou contre-révolution –, ont rendu la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société presque impensable, sinon indésirable, aux yeux d'une grande partie des exploité-e-s et des opprimé-e-s. Si la volonté de « *trouver de nouveaux points d'appui* » (p. 8) est donc non seulement louable mais nécessaire, encore faudrait-il préciser ce qui, dans cet « héritage sans mode d'emploi » (Daniel Bensaïd) que composent les doctrines et mouvements révolutionnaires passés, devrait être abandonné et ce qui conserve pour nous une actualité, à condition d'être repensé au vu de la conjoncture présente. À défaut, le spectre des révolutions défigurées, trahies ou défaites, a toutes les chances de ressurgir sous la forme d'une incapacité à nous orienter dans les situations révolutionnaires à venir.

Il importe donc de discuter plusieurs points centraux de cet ouvrage, qui concernent aussi bien l'analyse de la situation sociale et politique dans laquelle nous sommes amené-e-s à intervenir, que l'orientation nécessaire à ceux et celles qui aspirent à rompre avec le capitalisme et à construire une société tout autre, libérée de la dictature du capital et des rapports marchands. Précisions utiles afin d'éviter tout faux débat : la critique ne porte en rien ici sur la *possibilité* de soulèvements révolutionnaires à venir en Europe et en particulier en France, ni d'ailleurs sur le risque d'un « chaos » consécutif à ces soulèvements, mais sur les débats stratégiques que de tels soulèvements ne manqueront pas de mettre à l'ordre du jour, aussi éloignés semblent-ils de notre horizon immédiat.

## Vers une évaporation du pouvoir ?

Tout d'abord, si l'on suit les auteurs de l'ouvrage, l'ordre existant serait si affaibli et son existence si précaire qu'il ne tiendrait sur rien d'autre que la violence et la coercition (« *il a renoncé à tout argument, hormis celui de la force* »). Les peuples n'auraient plus guère d'illusions à l'égard du système qui les opprime et des justifications qu'en donnent ces idéologues organiques de la bourgeoisie que sont économistes, experts et autres éditocrates : « *leurs boniments [...] ne suscitent que moqueries* » (p. 20).

Que les idées des classes dominantes ne soient pas accueillies passivement par des individus aliénés jusqu'à l'aveuglement et passifs jusqu'à l'apathie, c'est l'évidence. Bien que s'appuyant sur des dispositifs managériaux variés qui s'efforcent d'obtenir le travail (même précaire et sous-payé)<sup>3</sup>, mais aussi sur des institutions qui quadrillent les consciences (École et médias en premier lieu), l'idéologie des classes dominantes n'est jamais toute-puissante, mais elle est *dominante* en ce sens qu'elle parvient non seulement à faire passer pour évidentes les catégories de l'économie bourgeoise (pensons aux mystifications relatives au « coût du travail »<sup>4</sup>, au « trou de la Sécu »<sup>5</sup> ou à la prétendue nécessité de rembourser la « dette publique »<sup>6</sup>), à faire accepter des sacrifices prétendument nécessaires au nom de l'« intérêt général », mais aussi à entraver l'expression politique autonome des classes dominées<sup>7</sup>.

En effet, cohabitent presque toujours dans les consciences des dominé•e•s l'adhésion, partielle ou totale, à des pans entiers de l'idéologie dominante, et la mise à distance – par l'indifférence dédaigneuse, l'ironie acerbe ou la critique frontale – du discours dominant<sup>8</sup>. C'est pour l'essentiel le niveau et l'issue des luttes sociales qui, en définissant le rapport de forces politiques entre dominants et dominé•e•s, déterminent les flux et les reflux de la conscience, soit dans le sens d'une remise de soi aux idéologies dominantes et aux appareils de domination, l'État en premier lieu, soit au contraire vers une autonomisation

politique et symbolique des groupes dominés (prolétariat, femmes, non-Blancs, etc.), et vers la constitution d'une capacité collective à secouer le joug qui les opprime, y compris sur le plan des idées.

En lien avec le diagnostic pour le moins « optimiste » qu'ils formulent, qui clôt avant même de l'avoir posée la question de l'hégémonie et du consentement (au sens gramscien de ces deux termes), les auteurs succombent à un catastrophisme prophétique bien fait pour disposer à l'inaction. Nous serions ainsi à deux doigts d'une « évaporation du pouvoir » (p. 31), d'un « écroulement de l'appareil de domination » (p. 36), ou encore d'un « évanouissement de l'appareil d'État » (p. 56). À quoi bon, en ce cas, s'organiser dès maintenant, se coordonner et se mobiliser collectivement si le système a toutes les chances de s'effondrer de lui-même, par la conjonction et l'amplification de ses propres contradictions internes, ou par la multiplication d'escarmouches avec les forces de l'ordre ? On se demande même en quoi une insurrection serait nécessaire si les structures de pouvoir sont vouées à « s'évanouir ».

On sait le soin que prend Éric Hazan à analyser les pièges que le discours des dominants tend à quiconque cherche à analyser et comprendre le monde tel qu'il va<sup>9</sup>. Ce choix de terminologie - « évaporation », « évanouissement », « écroulement », etc. - ne doit donc rien au hasard et mérite d'être pris au sérieux. Or, il suffit d'avoir en tête les luttes massives menées par les travailleurs/ses dans plusieurs pays d'Europe ravagés par les politiques d'austérité depuis l'éclatement de la crise financière (Grèce en tête), ou les soulèvements révolutionnaires dans les pays arabes (Tunisie, Egypte, Syrie, etc.), pour comprendre que d'« évaporation », d'« évanouissement » ou d'« écroulement », il n'est nullement question, ni ici ni ailleurs.

Si les appareils d'État ne se sont nullement effondrés et si les économies ne s'écroulent pas totalement, c'est non seulement que le pouvoir des classes dominantes ne tient pas uniquement, ni d'ailleurs principalement, dans la coercition physique, à laquelle elles ne recourent qu'en dernier ressort, mais aussi que les bourgeoisies ont appris des crises précédentes, et notamment de la grande crise du capitalisme ouverte en 1929. Sans même parler de ces « amortisseurs » des crises capitalistes que constituent les systèmes de protection sociale, les services publics, etc. - toutes choses conquises par les mouvements ouvriers et que les gouvernements cherchent actuellement à liquider -, le niveau de coordination des politiques économiques s'est considérablement renforcé entre les puissances capitalistes par rapport à l'entre-deux-guerres, comme se sont perfectionnés les moyens de persuasion douce et de surveillance étroite dont disposent les classes dominantes.

Les effets politiques et idéologiques potentiellement dévastateurs de la récession ont donc pu être atténués et ne se sont nullement accompagnés, du moins pour l'instant, d'un effondrement des États, ni même de la plupart des partis traditionnels (à l'exception du PASOK grec), qui n'ont pourtant pas ménagé leur peine pour que cette crise de leur système, produit des politiques économiques et financières qu'ils ont menées depuis la fin des années 1970, soit surmontée sur le dos des travailleurs/ses. Comment peut-on d'ailleurs imaginer que les classes dominantes laisseraient se décomposer sans broncher les États, vecteurs décisifs de conservation sociale et instruments de répression sans équivalent dans des situations où pouvoirs et privilèges sont remis en cause à une échelle de masse<sup>10</sup> ?

## Se libérer de l'idée de transition ?

Point crucial dans leur argumentation : les auteurs insistent ainsi sur la nécessité de se défaire de l'idée d'une « *période de transition [...] entre l'ancien régime et l'émancipation en actes* » (p. 35). Il est en effet juste de mettre en garde contre la transition en tant que mot d'ordre visant à ralentir la maturation d'un processus révolutionnaire lorsque celui-ci est en cours (« qui n'avance pas recule »), à freiner les actions et à limiter les revendications au nom de jours plus propices qui n'arrivent jamais. Généralement avancé par l'aile opportuniste du mouvement révolutionnaire, effrayée par la possible perte de privilèges bureaucratiques, ce mot d'ordre permet d'en appeler à un gouvernement provisoire sans lien avec le soulèvement révolutionnaire, pour mieux enterrer l'idée d'une rupture avec l'ordre ancien.

Demeure néanmoins entier le problème des formes concrètes que pourrait prendre le passage d'une société où le pouvoir économique et politique est exercé par une extrême minorité au profit d'une minorité, à une société tout autre, égalitaire et (réellement) démocratique (« ¡ *democracia real ya* ! » comme disent les indigné-e-s espagnol-e-s). Il ne dépend pas des seuls révolutionnaires de se débarrasser du problème de la transition, qui ne désigne pas une simple manœuvre opportuniste mais découle de l'inertie des structures de domination et de rapports de force parfois défavorables aux partisans de l'insurrection au cours même du processus révolutionnaire.

Les auteurs manquent en fait la double vérité de toute rupture révolutionnaire en réduisant la révolution comme *processus* à la révolution comme *moment*, c'est-à-dire comme insurrection. Cela aboutit à une double insuffisance : d'une part, l'accent n'est pas mis sur le caractère chaotique de toute trajectoire révolutionnaire<sup>11</sup>, passant par des phases d'euphorie, des coups d'arrêt voire des régressions puis de brusques remontées ; d'autre part, le moment insurrectionnel n'est jamais pensé sérieusement en tant que tel, c'est-à-dire comme épreuve de force, voire comme assaut soudain du pouvoir d'État, avec les problèmes d'ordre politico-militaire que pose une telle prise d'initiative dans les conditions actuelles (surarmement des appareils d'État, armée de métier, etc.). Ainsi la référence à l'insurrection fait-elle davantage figure d'évocation littéraire que de perspective stratégique<sup>12</sup>.

Ce dont la « *transition* » est le nom, c'est de la situation instable et forcément temporaire durant laquelle les rapports capitalistes/marchands n'ont pas encore été abolis complètement, aussi bien dans l'objectivité des formes de travail et d'échange que dans les subjectivités, façonnées par les logiques de concurrence et d'accumulation caractéristiques du capitalisme. Mais la transition désigne également ce moment où s'intensifient les luttes entre les formes nouvelles de pouvoir démocratique qu'inventent les classes dominées au cours même des processus révolutionnaires, et les formes de pouvoir propres aux classes dominantes, qui se manifestent notamment dans le cadre des appareils répressifs d'État.

Si les auteurs peuvent s'épargner le problème de la transition, c'est qu'ils se sont débarrassés préventivement – par décret théorique – de la question du pouvoir, en postulant l'« *évanouissement* » quasi spontané des structures de domination inhérentes aux sociétés capitalistes. Nulle raison de penser une situation potentielle de *double pouvoir*, durant laquelle coexisteraient et s'affronteraient pouvoir populaire et pouvoir d'État, démocratie révolutionnaire et démocratie représentative, dès lors qu'on postule une « *évaporation* » ou un « *écroulement* » du pouvoir des classes dominantes. Or la transformation des États durant les trente dernières années ont plutôt vu un renforcement

de ce pouvoir, à travers un processus de « repatrimonialisation » – via notamment une fiscalité de plus en plus favorable aux plus riches et aux grandes entreprises capitalistes<sup>13</sup> – doublé de l'accroissement du caractère pénal de l'Etat (au sens où Loïc Wacquant oppose « État social » et « État pénal »<sup>14</sup>).

Mais si la question de la transition est aussi aisément escamotée, c'est qu'Hazan et Kamo s'en tiennent à des réponses vagues et problématiques quant aux formes d'organisation et aux modes de décision qui pourraient émerger d'un processus révolutionnaire. Invoquant des « *groupes de travail* » formés sur la base du volontariat, qui auraient notamment pour tâche la résolution des problèmes hérités des sociétés capitalistes et productivistes (le démantèlement des centrales nucléaires par exemple), ils n'envisagent à aucun moment que ces groupes puissent être investis, et détournés de leur vocation première, par des adversaires de la révolution. Il faut citer en détail ce passage :

*« En faire des groupes d'élus reviendrait à reconstituer de petits parlements, avec les inconvénients que l'on a vus. Une façon de procéder serait que s'y retrouvent celles et ceux qui ont envie d'y participer – qui s'intéressent à la question, qui ont réfléchi sur le sujet, qui ont ou avaient un emploi dans le secteur – bref, des volontaires. Il n'y a guère de risque que l'on se bouscule pour participer à de tels groupes par opportunisme ou recherche d'avantages matériels, vu que la fonction n'apportera aucun privilège financier mais plutôt un sacrifice de temps, une dépense d'énergie, un bouleversement de vie – raisons pour lesquelles elle ne pourra être qu'assez brève, avec une relève par roulement » (p. 77).*

Par refus légitime d'un parlementarisme bavard qui, en séparant arbitrairement discussion et exécution des décisions, n'engage à rien ceux qui palabrent et détournent au passage l'attention des lieux véritables du pouvoir, les auteurs en viennent à refuser l'idée même de débats politiques et pluralistes – à tous les niveaux pertinents, du plus local jusqu'à l'échelle internationale – concernant l'ensemble des domaines de l'existence, et s'épargnent le problème des conditions d'une possible irruption des classes populaires et de l'ensemble des opprimé•e•s sur la scène, politique et sociale, où se façonnent leurs destinées.

La critique de ce que Marx nommait déjà le « crétinisme parlementaire » permet de justifier un mode d'organisation – les « groupes de travail » évoqués plus haut – qui a toutes les chances de se muer en règne de l'expertise dès lors que ne sont pas envisagés et recherchés des modes d'intervention, de débat et de contrôle proprement populaires. Qui, en effet, se sentirait appelé à venir grossir les rangs, « *volontairement* » (sic), de ces groupes de travail, sinon ceux qui imaginent – sur tel ou tel sujet – avoir une compétence particulière, ceux que leurs parcours antérieurs et leur « capital culturel » ont disposé à se penser incontournables et qui chercheront par là à s'aménager un statut (et quelques privilèges) dans la nouvelle société ?

*« Les groupes de travail n'auront pas de président mais un coordinateur pour l'organisation matérielle des séances, leur enregistrement, leur diffusion, etc. [comment seront choisis ces coordinateurs, sachant que « l'organisation matérielle des séances » peut à l'évidence être la source d'un pouvoir ?]. Pour traiter des questions difficiles, ils pourront inviter des spécialistes scientifiques*

*ou techniques, qui n'auront rien de commun avec les experts de naguère : choisis [par qui et selon quel type de procédure ?] parmi les partisans du nouveau cours [qui décidera du degré de soutien des uns et des autres au « nouveau cours » ?], ils participeront aux discussions à égalité avec n'importe qui » (p. 77).*

Mais plus encore, doit-on considérer, dans un réflexe hyper-individualiste, que l'intervention d'organisations collectives défendant des perspectives communes – qu'on les appelle « partis », « mouvements », « réseaux », « groupes », « comités », « sections », peu importe – constituerait nécessairement une entrave à un changement radical de société, ou au contraire que c'est en s'organisant collectivement et en menant les nécessaires débats, là encore à tous les niveaux de décision pertinents, que les classes dominées prendront confiance dans leur capacité à transformer les rapports sociaux ?

Mieux, si l'on considère que ces « partis », « mouvements » ou « réseaux » constituent en effet une entrave, comment empêchera-t-on les individus, engagés ou non dans le processus révolutionnaire, de s'organiser collectivement pour l'infléchir dans tel ou tel sens ? Selon un paradoxe qui n'est qu'apparent, seul un appareil de surveillance et de répression digne des États capitalistes d'aujourd'hui ou des États bureaucratiques d'hier, pourrait assurer que les « groupes de travail » ne soient pas investis par des groupes organisés voire détournés de leur vocation originelle.

Une alternative existe, qui permettrait d'éviter une telle impasse : mettre au premier plan l'auto-organisation des opprimé-e-s, prenant non seulement le temps de discuter de tout ce qui les concerne mais assumant un contrôle direct et un suivi effectif des décisions prises par les structures démocratiques constituées pour réorganiser la société. Mais cela suppose la possibilité pour eux de constituer autant d'organisations collectives qu'ils le souhaitent (et qui reflèteraient les clivages nouveaux que ferait inévitablement émerger un processus révolutionnaire). Or cette solution est explicitement exclue par les auteurs :

*« Quant aux "décisions" prises, la meilleure façon de s'assurer qu'elles soient sensées réside, non pas dans un "contrôle populaire" toujours manipulable [comment éviter que les « groupes de travail » ne soient eux-mêmes manipulés ?], mais dans leur mode d'application. En l'absence d'un exécutif central, ce sera aux groupes de travail eux-mêmes d'organiser la mise en œuvre des mesures qu'ils auront proposées. Être directement confronté à ce qu'implique pratiquement une mesure, devoir emporter la conviction générale [comment s'assurera-t-on d'une telle « conviction générale » sans procédure démocratique pour en vérifier l'existence ?], cela dissuade de suggérer des solutions irréalisables ou dictées par tel ou tel intérêt inavouable » (p. 78).*

Se trouve ainsi effacée toute référence à un champ politique – que ce soit au niveau local, régional, national ou supranational – où s'affronteraient différentes orientations au sein même du mouvement révolutionnaire. C'est pourquoi non seulement le rôle des organisations n'est pas réfléchi, celles-ci étant implicitement considérées par les auteurs comme un obstacle à tout changement social, mais ces derniers s'épargnent au passage le problème des conditions d'une déprofessionnalisation du politique – ou positivement d'une appropriation populaire du politique –, puisque le politique serait en quelque sorte aboli par l'insurrection victorieuse.

Les auteurs succombent ainsi à ce que D. Bensaid nommait l'« illusion sociale », en référence aux ouvrages de John Holloway<sup>15</sup>. Mais ils vont plus loin encore en proposant une version hyper-décentralisée de l'idée saint-simonienne d'un passage (immédiat) du « gouvernement des hommes » à « l'administration des choses », qui leur permet d'esquiver la question du pouvoir au nom d'une juste critique de ce que le révolutionnaire russe Rakovsky nommait les « dangers professionnels du pouvoir »<sup>16</sup>.

## Rendre la révolution irréversible ?

Les auteurs prétendent, à travers ce livre, proposer un « *plan pour rendre l'insurrection irréversible [...], pour sortir du cycle trop connu des révolutions ratées* », fondé sur « *la séquence révolution populaire – gouvernement provisoire – élections – réaction* ». Louable intention, car il est urgent de sortir de l'impasse stratégique dans laquelle la gauche et les mouvements sociaux sont empêtrés. Mais en quoi consiste ce « *plan* » qui doit nous aider à éviter les erreurs passées et nous permettre d'ouvrir, sans détours ni revirement, le champ des possibles ?

Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce plan n'est pas même esquissé. Car pour rendre « *irréversible* », non simplement l'insurrection mais le *processus révolutionnaire*, on ne saurait faire l'impasse sur l'examen des menaces externes et des dangers internes qui guettent toute révolution. À mesure en effet que se trouve posée la question du pouvoir et visée l'abolition des privilèges de toutes sortes dont est faite la société capitaliste, il ne peut manquer de s'opérer aussi bien un aiguisement des luttes de classes qu'une polarisation au sein des forces sociales engagées dans le processus.

Gageons que les auteurs ne croient pas sérieusement que les classes dominantes – à l'intérieur des frontières nationales comme à l'extérieur – demeurerait passives devant une tentative résolue et consciente d'en finir avec les rapports d'exploitation, par exemple devant une répudiation de la dette publique décidée unilatéralement par un gouvernement révolutionnaire conséquent. Alors, pourquoi ne pas le dire et prendre au sérieux ces « premières mesures révolutionnaires » qu'il importerait de mettre en œuvre pour entraver les actions que la bourgeoisie entreprendrait à coup sûr, au niveau national et international, pour mettre fin à une telle expérience ?

Les auteurs demeurent largement muets sur ces mesures, qu'on pense par exemple à la socialisation intégrale du système bancaire, à la réquisition des grands moyens de production et d'échange ou à l'exercice d'un contrôle des travailleurs sur les comptes (des entreprises et des administrations) ou sur l'embauche, qui permettraient pourtant de penser les conditions de possibilité d'une rupture avec le pouvoir capitaliste. En lieu et place, Hazan et Kamo paraissent très inquiets que se manifestent des formes violentes de ressentiment, pendant ou après l'insurrection, contre les classes dominantes déchues (p. 86-89). Ainsi reprennent-ils implicitement à leur compte le discours dominant sur les excès des révolutions, sans jamais rappeler que les accès de violence à l'initiative des révolutionnaires sont presque toujours des réactions à la violence contre-révolutionnaire et aux tentatives de maintenir ou de restaurer l'ordre ancien.

Quand il leur arrive de faire face à l'épineux problème – qui s'est posé à toutes les révolutions – de la lutte nécessaire contre les ferments de contre-révolution, les mesures qu'ils suggèrent apparaissent davantage comme des tours de passe-passe qui n'attaquent

guère le pouvoir des classes dominantes dans ses fondements (économiques et politiques).

À ce propos, il vaut la peine de citer longuement un passage de l'ouvrage, qui donne à voir l'inconséquence de la réponse proposée à ce problème :

*« L'appareil d'État s'est dissous, ses débris tournoient dans le vide. Ceux qui se réunissaient chaque semaine pour régler les affaires courantes et qu'on qualifiait contre toute évidence de "gouvernement" sont hébétés, éparpillés dans la nature, certains en fuite. Mais le premier moment passé, ils vont chercher à se retrouver, à se concerter, à préparer la revanche. Pour qu'ils restent inoffensifs, il faut les maintenir dispersés. Ces gens-là fonctionnent par réunions, dans des bureaux, avec des dossiers. Nous les leurs ôterons : nous fermerons, nous ferons murer et garder tous les lieux où tournaient hier encore les rouages de l'État, du palais de l'Élysée à la plus reculée des sous-préfectures - ou nous y installerons des crèches, des hammams, des cantines populaires comme dans les hôtels de luxe à Barcelone en 1936. Nous couperons leurs lignes de communication, leurs intranets, leurs listes de diffusion, leurs lignes téléphoniques sécurisées. Si les ministres déchus et les chefs de la police haïs veulent se réunir dans des arrières-salles de cafés, libre à eux. Privés de leurs bureaux, ces bureaucrates seront incapables d'agir » (p. 37).*

Bel optimisme, mais reposant sur une analyse fautive des sources du pouvoir bureaucratique : ce n'est évidemment pas l'existence matérielle de bureaux, de dossiers, de lignes de communication ou de listes de diffusion qui fondent ce pouvoir mais la division du travail et la spécialisation qui en dérive des tâches de gestion, de conception et de contrôle, en somme la professionnalisation de l'exercice du pouvoir dans l'ensemble des organisations (entreprises privées, administrations publiques, organisations syndicales et politiques, associations, etc.).

En outre, ne faut-il pas se préparer à l'émergence, au sein même des forces révolutionnaires, de groupes ou de couches sociales qui agiront de manière à satisfaire leurs intérêts particuliers au détriment de l'approfondissement du processus révolutionnaire, éventuellement jusqu'à l'étranglement de celui-ci ? Toute l'histoire des révolutions passées démontre en effet, de manière suffisamment dramatique pour qu'on y prête attention, ce qu'il en coûte de succomber à l'illusion d'une résolution automatique, au lendemain de l'insurrection ou au cours du processus révolutionnaire, de ces deux problèmes fondamentaux : dérives bureaucratiques et périls contre-révolutionnaires. Si l'on ne saurait s'en prémunir une fois pour toutes, s'y préparer collectivement et faire vivre la démocratie dans nos organisations, nos collectifs et nos mouvements, sont la moindre des précautions que peuvent prendre, dès maintenant, ceux et celles qui aspirent à transformer radicalement la société.

## Et maintenant ?

Pour quiconque s'interroge sur ce qu'il importe de faire dans l'immédiat, la réponse proposée par Hazan et Kamo - « *faire évoluer ces groupes [en révolte] en constellations subversives par le jeu des amitiés, des espoirs partagés, des luttes menées en commun, de proche en proche* » - ne pourra paraître qu'insatisfaisante. Non que les amitiés et espoirs unissant les groupes en révolte soient quantité négligeable dans la lutte pour une société



communiste, mais il est pour le moins douteux qu'ils suffisent à renverser le pouvoir des classes dominantes.

C'est qu'un des points aveugles de cet ouvrage tient, paradoxalement, dans les rapports de domination qui structurent la société capitaliste et les luttes collectives qui sont d'ores et déjà menées quotidiennement et qui pourraient donner matière à réflexion, notamment quant à leur incapacité à déboucher sur une expression politique anticapitaliste de masse<sup>17</sup>. Or, si l'on se refuse à ce que les « premières mesures révolutionnaires » constituent un programme élaboré en chambre et imposé du dehors, elles ne peuvent que s'inscrire en prolongement de ces luttes, non comme une émanation spontanée, mais en interaction entre le mouvement réel et l'intervention en son sein de militants et de groupes révolutionnaires, c'est-à-dire *a minima* reconnaissant la nécessité d'une révolution pour en finir avec le système capitaliste.

Pire, les auteurs manifestent, en plusieurs passages de l'ouvrage, une attitude sectaire les amenant à se poser en extériorité de l'essentiel des luttes actuelles et de tous les cadres militants existants. Ainsi les aspirations écosocialistes et les mobilisations antifascistes sont-elles réduites à des « leurres », qui feraient écran à une véritable « *poussée révolutionnaire* » (p. 104). Cela sans parler des lieux de travail, qui ne sont pas même évoqués, et plus spécifiquement du syndicalisme alors même que ce dernier demeure – malgré sa crise structurelle et son intégration des directions confédérales à l'État, notamment à travers la multiplication des instances de « dialogue social » – l'une des principales sources de contestation sociale au sein des sociétés capitalistes<sup>18</sup>.

Ne pas succomber aux nostalgies ouvriéristes ne saurait impliquer de perdre de vue ce qui se joue de décisif dans les entreprises et de s'y organiser pour combattre la dictature du capital. Près de nous, l'expérience du LKP en Guadeloupe rappelle non seulement le rôle d'impulsion que peuvent avoir les syndicalistes et les sections syndicales, pour peu qu'ils refusent la collaboration de classes ; Mais ce mouvement a posé plus largement la question des formes que pourrait prendre une mobilisation populaire radicale, dans une situation où chômage, précarité et travail informel concourent pourtant à fragmenter le camp des opprimé-e-s. Revenir sur une telle séquence, beaucoup plus significative à mes yeux que l'expérience de Tarnac invoquée dans l'ouvrage (p. 83-84), permettrait d'en mesurer les apports et limites en la confrontant à des mouvements comme la grève des travailleurs/ses sans-papiers en 2008-2009, le mouvement de masse contre la réforme des retraites en 2010 ou la lutte obstinée contre la création d'un nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes.

Plus généralement, ayant écarté de manière décisive la question du pouvoir au profit d'un idéal d'« *ingouvernabilité* » (p. 9), les auteurs ne pensent à aucun moment la manière dont les instruments collectifs de lutte que se sont donnés les classes dominées dans la société présente (syndicats, collectifs, coordinations, etc.), et ceux qu'ils inventeront au cours du processus révolutionnaire (assemblées, comités de mobilisation, conseils, coordinations, etc.), pourraient constituer l'embryon d'un pouvoir inédit, capable à la fois de briser les tentatives de contre-révolution, d'assurer les conditions d'une participation de tou-te-s à l'œuvre collective et de jeter les bases d'une société nouvelle, tout en évitant la confiscation du processus révolutionnaire au profit d'une nouvelle classe dominante et la consolidation d'un nouvel appareil d'État fonctionnant comme instrument de domination d'une classe.

Si le livre d'Éric Hazan et de Kamo connaît un succès certain, malgré les importantes limites mises en évidence ici, ce n'est pas seulement en tant qu'heureux symptôme d'un désir de radicalité ou parce que son spontanéisme traduit un sentiment anti-organisations qui s'est

répandu à partir des années 1980, à mesure que les partis de gauche (PS, PCF et Verts) et les directions syndicales trahissaient les espoirs populaires placés en eux. La gauche révolutionnaire a également sa part de responsabilité, n'étant pas parvenue – du moins pour l'instant – à poser à une échelle large plusieurs questions qui apparaissent décisives dans la période (question raciale, Union européenne, productivisme, etc.), à renouveler son paradigme stratégique (ce qui ne signifie en rien abandonner les acquis de la gauche antistalinienne), mais aussi à repenser les rapports interpersonnels au sein de courants qui restent marqués par des décennies de durs combats à contre-courant. Pire, les organisations à la gauche du PS ont pu – et peuvent encore – contribuer à la montée de l'islamophobie<sup>19</sup>, au mirage d'une réforme des institutions de l'Union européenne<sup>20</sup>, ou encore à l'illusion d'un évitement du basculement climatique sans rupture radicale avec le productivisme<sup>21</sup>.

Plus spécifiquement, la gauche radicale continue de pâtir d'une forme d'ouvriérisme qui, non seulement dispose à un anti-intellectualisme prenant prétexte de l'intellectualisme des intellectuels de profession, mais continue à l'amener, particulièrement dans le cas d'une organisation comme Lutte ouvrière, à négliger les luttes dépassant le strict cadre de l'entreprise. Il ne suffit pas en effet de faire la (juste) critique d'une conception réductrice de la classe ouvrière, en élargissant cette catégorie à l'ensemble des travailleurs contraints de vendre leur force de travail (employés administratifs et commerciaux, techniciens et ingénieurs, enseignants et personnels des hôpitaux, etc.), pour en avoir fini avec les impasses ouvriéristes. Encore faut-il prendre au sérieux une série de questions qui n'apparaissent secondaires que si l'on se satisfait d'une compréhension appauvrie de la logique du système capitaliste, ramenée à l'extorsion de la plus-value au niveau de l'entreprise et à la marchandisation du monde.

Quelle relation entre luttes économiques et combats politiques ? Quelle articulation entre mobilisations dans les entreprises, contre les licenciements ou la détérioration des conditions de travail, et résistances dans les lieux de vie, contre l'urbanisation capitaliste et la gentrification ? Comment faire face à l'atomisation des travailleurs/ses liée au chômage de masse, à la précarisation généralisée, à la multiplication des statuts d'emploi au sein d'une même entreprise et à la sous-traitance en cascade ? Comment combiner les résistances à l'exploitation et la lutte contre le racisme systémique et le patriarcat, qui rendent impensable l'auto-constitution du prolétariat en tant que sujet politique autonome et unifié ? Quelles traductions concrètes pourrait avoir une stratégie de front unique, dans les conditions présentes, visant à contester l'hégémonie capitaliste ? Quelle place pour la grève générale mais aussi pour les confrontations électorales et les batailles d'idées dans une stratégie de conquête du pouvoir ? Quel rôle pour les militants et organisations révolutionnaires dans les mouvements sociaux ? Quelle articulation entre les nécessaires combats défensifs (en particulier l'antifascisme) et la lutte pour le pouvoir ?

Ce sont toutes ces questions, et bien d'autres encore<sup>22</sup>, que la gauche révolutionnaire devrait remettre sur le métier en se gardant de tout dogmatisme, pour espérer conquérir une large audience et devenir capable de peser sur le cours des choses. À défaut, elle laisse un espace vacant, non seulement pour des forces réformistes plus ou moins radicales et des issues strictement électorales, mais aussi pour des courants et théoriciens qui – tels Éric Hazan et Kamo – offrent des réponses, certes grisantes mais essentiellement incantatoires. Pour ne prendre qu'un exemple : on n'en a assurément pas fini avec la question du pouvoir en affirmant que celui-ci va s' « évaporer » ou s' « évapourir » une fois l'insurrection venue. Mais au moins cela constitue-t-il une réponse, là où les courants anticapitalistes et révolutionnaires se contentent généralement de renvoyer à un moment

plus propice la position du problème, au nom du refus des solutions « clé en main ».

Reste que, pour les raisons indiquées plus haut, on ne saurait compter sur une telle « évaporation du pouvoir », qui nous exonérerait des combats politiques et idéologiques visant à entraîner dans une lutte ouverte contre le capital et son État des franges de plus en plus larges du prolétariat. L'ordre du jour est donc au renforcement des cadres de résistance existant ici et maintenant sur des questions très diverses, à l'élaboration collective d'une stratégie d'émancipation à la hauteur des défis posés par le capitalisme autoritaire, et à la construction de fronts politiques et sociaux qui, s'ils se donnent pour ambition d'opposer un pouvoir populaire aux classes dominantes, ne sauraient se réduire à des fronts électoraux.

\*

*Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur-e(s) et URL d'origine activée.*

## références

### références

- ↑ **1** À noter que ce pseudo est emprunté à un militant proche dans sa jeunesse de Staline et responsable de braquages visant à renflouer les caisses du parti Bolchevik.
- ↑ **2** Voir : D. Bensaïd, « [Sur le retour de la question politico-stratégique](#) ».  
Voir notamment : N. Jounin, *Chantier interdit au public. Enquête sur les travailleurs du bâtiment*, Paris, La Découverte, 2007 ; M. Benquet, *Encaisser. Enquête en immersion dans la grande distribution*, Paris, La Découverte, 2013.
- ↑ **3** L. Cordonnier, « [Coût du capital, la question qui change tout](#) », *Le Monde diplomatique*, juillet 2013.
- ↑ **4** J. Duval, *Le mythe du "trou de la sécu"*, Paris, Raisons d'agir, 2007.
- ↑ **5** F. Chesnais, *Les dettes illégitimes*, Paris, Raisons d'agir, 2011.
- ↑ **6** I. Garo, *L'idéologie ou la pensée embarquée*, Paris, La Fabrique, 2009.
- ↑ **7** Sur cette conception de la conscience contradictoire, voir : A. Gramsci, *Guerre de mouvement et guerre de position*, Paris, La Fabrique, 2011, p. 112.
- ↑ **8** Voir notamment : É. Hazan, *LQR. La propagande du quotidien*, Paris, Raisons d'agir, 2006.  
Il n'est pas question ici d'affirmer que les Etats nationaux sont le seul cadre d'organisation des classes dominantes. Ces dernières ont su au contraire multiplier les cadres leur permettant de coordonner leur action sur le plan idéologique, économique et politique : « think tanks » néolibéraux, organisations patronales, structures de lobbying (telles que l'ERT au niveau européen), Commission européenne, Banque centrale européenne, organisations internationales (FMI, OMC, Banque mondiale), etc.
- ↑ **9** Comme le montre parfaitement Gilbert Achcar dans son livre sur les soulèvements populaires dans les pays du Moyen-Orient depuis 2011 : *Le peuple veut*, Paris, Actes sud, 2013. Voir également, sur le cas du Chili sous Allende, le livre récent de Franck Gaudichaud : *Chili 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Rennes, PUR, 2013. On pourrait également évoquer la séquence révolutionnaire portugaise d'avril 1974 à novembre 1975 : « [40 ans après, grandeur et limites de la Révolution portugaise](#) ».
- ↑ **10**
- ↑ **11**

- ↑12 Même en consultant *L'insurrection qui vient*, on n'y trouve pas le début d'une analyse des conditions de possibilité d'une insurrection dans les conditions présentes, et de ce que cela impliquerait concrètement, si du moins on prend au sérieux le mot d' « insurrection ».
- ↑13 T. Piketty, *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 2013.
- ↑14 L. Wacquant, *Punir les pauvres. Le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale*, Marseille, Agone, 2004.  
Voir : D. Bensaïd, « [Et si on arrêtait tout ? « L'illusion sociale » de John Holloway et de Richard Day](#) », *Revue internationale des livres et des idées*, 2008, et « [La Révolution sans prendre le pouvoir ?](#) », paru initialement dans *Contretemps*, 2003, n°6. Voir également, pour une critique de *Crack Capitalism* : P. Blackledge, « [In perspective : John Holloway](#) », *International Socialism*, 2012, n°136.
- ↑15 Voir : K. Rakovsky, « [Les dangers professionnels du pouvoir. Une lettre sur les causes de la dégénérescence du parti et de l'appareil d'Etat](#) », 1928.
- ↑16 Sur ce point, voir : S. Kouvelakis, *La France en révolte. Lutttes sociales et cycles politiques*, Paris, Textuel, 2007.  
Sur les contestations dans le monde du travail en France, voir notamment : S. Bérout, J.-M. Denis, G. Desage, B. Giraud, J. Péliasse, *La lutte continue. Les conflits du travail dans la France contemporaine*, Bellecombe-en-Bauge, Le Croquant, 2008 ; S.
- ↑17 Bérout et P. Bouffartigue, *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives ?*, Paris, La Dispute, 2009. Sur les stratégies patronales de pacification et de répression, voir le numéro 50 de la *Revue Agone*, publié en 2013 et coordonné par Étienne Pénissat.
- ↑18 L. Lévy, « *La gauche* », *les noirs et les arabes*, Paris, La Fabrique, 2010.
- ↑19 Voir : P. Sotiris, « [La gauche face à l'Union européenne](#) », *Contretemps*, mars 2014.
- ↑20 Voir : M. Löwy, *Manifeste pour l'écossocialisme*, Paris, Mille et une nuits, 2011 ; D. Tanuro, *L'impossible capitalisme vert*, Paris, La Découverte, 2012.
- ↑21 Pour un aperçu, voir : S. Kouvelakis (dir.), *Y a-t-il une vie après le capitalisme ?*, Paris, Le temps des cerises, 2008.